

# Total Energies

Le producteur de gaz et de pétrole est lié à des violations des droits humains en Afrique

## Émissions et activités

Total Energies fait partie des plus grands producteurs de pétrole et de gaz du monde<sup>1</sup> et est surtout leader dans la découverte et l'exploitation de nouveaux gisements.<sup>2</sup> Pour pouvoir réaliser de tels investissements malgré les promesses de protection du climat, Total Energies communique des émissions de gaz à effet de serre environ quatre fois trop faibles, comme le montre un contrôle externe.<sup>3</sup>

L'orientation géographique de l'entreprise est étroitement liée à l'histoire coloniale de la France. L'entreprise est active en Afrique depuis plus de 90 ans et est présente dans 43 pays africains.<sup>4</sup> Sur son site Internet, Total Energies parle ainsi de l'Afrique comme du "cœur de sa stratégie globale".<sup>5</sup> Aucune autre entreprise en dehors de l'Afrique ne fait progresser l'exploitation du pétrole et surtout du gaz sur le continent aussi rapidement que Total Energies.<sup>6</sup> Parmi les nombreux grands projets, il convient de souligner l'East African Crude Oil Pipeline (EACOP) à travers l'Ouganda et la Tanzanie, ainsi que les champs pétrolifères de Tilenga et Kingfisher en Ouganda, qui doivent alimenter le pipeline. En collaboration avec le groupe public chinois CNOOC, Total Energies mène le

---

<sup>1</sup> Avec une production annuelle de 998 mmbœ, Total Energies est le 12e producteur de pétrole et de gaz de la planète : Gogl (2022). [Base de données](#), accès : 17 novembre 2022.

<sup>2</sup> Total Energies est la septième plus grande compagnie pétrolière et gazière de cette catégorie, avec 7161 mmbœ de nouveaux développements disponibles dans un avenir proche : Gogl (2022). [Base de données](#), consultée le 17 novembre 2022.

<sup>3</sup> Greenpeace (2022). [Bilan carbone de TotalEnergies](#), consulté le 17 novembre 2022.

<sup>4</sup> TotalEnergies, en anglais. [Total Energies in Africa](#), consulté le 12 octobre 2022.

<sup>5</sup> TotalEnergies, en anglais. [Total Energies in Africa](#), consulté le 12 octobre 2022.

<sup>6</sup> Urgewald (2022). [Qui finance l'expansion des combustibles fossiles en Afrique ?](#), accès : 17 novembre 2022.

projet gigantesque<sup>7</sup> malgré d'immenses violations de l'environnement et des droits de l'homme, faisant fi des protestations locales et internationales.

### **Investissements de la BNS dans Total Energies**

En raison d'un grave manque de transparence, les investissements de la BNS dans de nombreuses entreprises européennes, dont Total Energies, ne sont pas connus. Des estimations basées sur les investissements passifs de la BNS selon des indices de marché globaux indiquent toutefois un volume d'investissement de la BNS dans Total Energies de plus de 600 millions de dollars US (mise à jour : décembre 2022). Total Energies est donc l'un des principaux investissements de la BNS dans des entreprises européennes.<sup>8</sup>

### **Déplacements forcés et persécutions de militant.e.s en Ouganda et en Tanzanie**

Les deux projets gérés par Total, Tilenga/Kingfisher (exploitation pétrolière au cœur d'un parc naturel) et EACOP (oléoduc), entraînent des déplacements forcés de population en Ouganda et en Tanzanie. De graves violations des droits de l'homme et de l'environnement ont été signalées à cette occasion :<sup>9</sup> Plus de 100 000 personnes sont concernées par les projets pétroliers de Total.<sup>10,11</sup> Des témoins oculaires rapportent que les personnes concernées ont vu leurs maisons détruites et qu'elles ont été dépossédées de tout ou partie de leurs terres.<sup>12</sup> Aucune indemnisation juste et équitable n'a été versée.<sup>13</sup> Le rapport de l'ONG Friends of the Earth porte d'autres accusations graves : la

<sup>7</sup> Le projet coûte environ 10 milliards de dollars américains et la production devrait commencer en 2025 pour une période de 25 ans : Le Monde (2022). [European Parliament slams two TotalEnergies oil projects in Uganda](#), consulté le 12 octobre 2022.

<sup>8</sup> Les estimations sont publiées sur <https://www.notre-bns.ch/new-investissements-estimes>.

<sup>9</sup> Les Amis de la Terre (2020). ["A Nightmare Named Total" in Uganda : new report reveals extent of violations by French oil major on the eve of the appeal court judgement in duty of vigilance case](#), consulté le 12 octobre 2022.

<sup>10</sup> *Idem*.

<sup>11</sup> Parlement européen (2022). [Résolution du Parlement européen sur les violations des droits de l'homme en Ouganda et en Tanzanie liées aux investissements dans des projets d'énergies fossiles](#), consultée le 12 octobre 2022.

<sup>12</sup> Les Amis de la Terre (2020). ["A Nightmare Named Total" in Uganda : new report reveals extent of violations by French oil major on the eve of the appeal court judgement in duty of vigilance case](#), consulté le 12 octobre 2022.

<sup>13</sup> Les Amis de la Terre (2020). ["A Nightmare Named Total" in Uganda : new report reveals extent of violations by French oil major on the eve of the appeal court judgement in duty of vigilance case](#), consulté le 12 octobre 2022.

détention injustifiée de défenseurs des droits de l'homme, la suspension d'ONG, les peines de prison arbitraires, les tentatives d'intimidation et le harcèlement par la justice font l'objet d'une enquête.<sup>14</sup> Dans une proposition de résolution du 14 septembre, le Parlement européen a demandé :

*"l'UE et la communauté internationale à exercer la plus grande pression possible sur les autorités ougandaises et tanzaniennes, ainsi que sur les promoteurs et les parties prenantes du projet, afin de protéger l'environnement et de mettre fin aux activités extractives dans les écosystèmes protégés et sensibles, y compris les rives du lac Albert [...]"*.<sup>15</sup>



Quelle: Uganda Business News

<sup>14</sup> *Idem.*

<sup>15</sup> *Idem.* P.6.

## Endettement forcé au Mozambique

Au Mozambique, Total Energies poursuit l'exploitation du gisement de gaz de Cabo Delgado. Ce projet va augmenter de 14% les émissions de gaz à effet de serre du pays. Il provoque déjà l'expulsion de centaines de milliers de personnes par des militaires qui protègent les champs de gaz de Total Energies plutôt que les populations.<sup>16,17,18</sup> Au lieu de lutter contre la violence, Total qualifie la résistance des personnes déplacées de terrorisme et les associe de manière trompeuse au djihadisme.<sup>19</sup> Une recherche détaillée de l'ONG Urgewald montre au contraire que la violence a commencé en même temps que l'exploitation du gaz à Cabo Delgado. Depuis, des atrocités comme des viols, des décapitations et des enlèvements d'enfants ont poussé plus de 800 000 personnes à fuir.

20

Le projet de gaz liquéfié a été précédé par le pillage des finances publiques grâce à un crédit illégal et a été coorganisé par le Crédit Suisse. Le crédit devait permettre l'achat d'une flotte de thoniers, mais il a en réalité servi en partie au réarmement militaire du Mozambique.<sup>21</sup> Le chercheur Danny Ribeiro et la chargée de campagne énergies fossiles Ilham Rawoot décrivent les événements :

*"Dans la province de Cabo Delgado, où elle [Total Energies] gère le projet offshore de gaz naturel liquéfié (GNL) de 24 milliards de dollars au Mozambique, elle a irrémédiablement détruit la vie de personnes avant même d'avoir extrait une seule goutte de gaz. En février, Total s'est vanté d'avoir réalisé un bénéfice annuel de 15 milliards de dollars en 2021. Cet argent, qui permettra aux actionnaires d'acheter les huîtres les plus fraîches et le meilleur champagne français dans les restaurants les plus chers de Paris, a été fabriqué à partir de corps et de vies humaines [...]"*<sup>22</sup>

<sup>16</sup> International Crisis Group (2021). [Stemming the Insurrection in Mozambique's Cabo Delgado](#), consulté le 30 octobre 2022.

<sup>17</sup> Daily Maverick (2020). [Mozambique : The forgotten people of Cabo Delgado](#), consulté le 30 octobre 2022.

<sup>18</sup> Amnesty International (2021). [Mozambique : Civilians killed as war crimes committed by armed group, government forces, and private military contractors - new report](#), consulté le 30 octobre 2022.

<sup>19</sup> L'Afrique est un pays. [A Total mess](#), consulté le 30 octobre 2022.

<sup>20</sup> Urgewald (2021). [Cabo Delgado, Mozambique : A Resource-Rich War Zone](#), consulté le 9 novembre 2022.

<sup>21</sup> MultiWatch. [Crédit Suisse and the Mozambique secret loans scandal](#), consulté le 30 octobre 2022.

<sup>22</sup> L'Afrique est un pays. [A Total mess](#), consulté le 30 octobre 2022.

## Plaintes contre Total

Les ONG Friends of the Earth et Survie ont déposé une plainte en collaboration avec quatre organisations ougandaises. Il s'agit de la première plainte basée sur la loi française de 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés transnationales.<sup>23</sup> La plainte déposée devant le tribunal de Nanterres accuse Total Energies de violer de manière flagrante les libertés fondamentales, la santé, la sécurité et la protection de l'environnement.<sup>24</sup>

Une autre plainte de Greenpeace France, des Amis de la Terre France et de Notre Affaire à Tous, avec le soutien de ClientEarth, a été déposée auprès d'un tribunal parisien. Ils y demandent la protection du public contre les affirmations trompeuses du géant pétrolier et gazier sur les prétendus avantages environnementaux du gaz fossile et des biocarburants. La campagne publicitaire "*Réinvention*" présente à tort Total Energies comme une entreprise engagée dans une démarche respectueuse du climat.<sup>25</sup>

---

*Ce document a été réalisé avec des contributions de recherche  
de DataCatering*

---

<sup>23</sup> Les Amis de la Terre (2020). "A Nightmare Named Total" in Uganda : new report reveals extent of violations by French oil major on the eve of the appeal court judgement in duty of vigilance case, consulté le 12 octobre 2022.

<sup>24</sup> Les Amis de la Terre. Total Ouganda. A First Lawsuit Under The Duty of Vigilance Law : An Update, consulté le 12 octobre 2022.

<sup>25</sup> Client Earth (2022). Environmental groups sue TotalEnergies for misleading the public over Net Zero, consulté le 12 octobre 2022.